

CSA du 30 mars

À l'appel de l'intersyndicale nationale ce sont plus de deux millions de travailleuses et travailleurs, jeunes et retraités qui se sont mis en grève et ont manifesté le 28 mars pour la dixième journée nationale de mobilisation. 50 000 au Havre, 40 000 à Caen, 20 000 à Rouen, 10 000 à Cherbourg. Le monde du travail s'est une nouvelle fois mobilisé dans toute la France de façon massive et déterminée, pour le retrait de la réforme des retraites. La jeunesse a encore une fois été très présente dans les mobilisations.

Après deux mois d'un mouvement social exemplaire et inédit depuis 50 ans, très largement soutenu par la population, et un parcours parlementaire chaotique, l'absence de réponse de l'exécutif conduit à une situation de tensions dans le pays qui nous inquiète très fortement.

En ne répondant pas à la demande de retrait, en usant du 49.3, l'exécutif a fait le choix d'accentuer la crise démocratique et sociale. Pourtant, dès le début, les organisations syndicales et de jeunesse avaient prévenu l'exécutif du risque d'explosion sociale que pouvait provoquer cette réforme injuste, injustifiée et brutale.

Le gouvernement a la responsabilité de garantir la sécurité et le respect du droit de grève et de manifester. Alors que le calme a toujours caractérisé le mouvement, l'intersyndicale déplore le nombre de blessés. Depuis des semaines, nos organisations ont fait preuve d'une grande responsabilité. Aujourd'hui encore, nous demandons au gouvernement de prendre la sienne.

L'Intersyndicale nationale appelle à des rassemblements syndicaux de proximité définis localement et à une nouvelle grande journée de grève et de manifestations le jeudi 6 avril partout dans le pays.

Dans notre Académie, nos organisations syndicales représentées au CSA de Normandie tiennent à dénoncer avec la même vigueur l'absence de prise en compte de la parole des personnels et le manque de considération à l'égard de leurs représentant-es. En supprimant encore plus de 200 postes à la rentrée 2023, parmi les enseignant-es, les personnels de santé, les administratifs et même les chefs d'établissements, contre l'avis de l'ensemble des personnels de l'académie, c'est un nouveau coup de force que nous ne pouvons accepter. Alors que le service public d'éducation est exsangue, que les conditions d'apprentissage des élèves n'ont jamais été si mauvaises, que les conditions de travail des collègues sont particulièrement dégradées, il est aussi incompréhensible qu'inadmissible de poursuivre votre politique de suppression de postes.

Dans le même temps, les promesses de revalorisation salariale ont déjà fait long feu. Au contraire de la revalorisation de 10% pour toutes et tous pourtant annoncée, les collègues subissent actuellement une inflation record qui les met en grande difficulté puisque leurs salaires n'augmentent toujours pas. Nos collègues AESH et leurs salaires indignes en sont les premières victimes, malgré nos alertes répétées. A cette crise que nous traversons, le ministre répond là encore par la provocation en proposant un « pacte » scandaleux qui réhabilite la vieille formule du « travailler plus pour gagner plus », tout en essayant de s'attaquer à nos statuts. C'est pourquoi l'ensemble des organisations syndicales a quitté la dernière réunion consacrée au pacte, refusant la logique que ce pacte prétend mettre en œuvre.

Après le coup de force du 49-3 pour passer en force sa réforme des retraites, Emmanuel Macron porte l'entière responsabilité de la violence et de la répression contre les manifestants. C'est inacceptable ! Nous condamnons avec la plus grande fermeté la répression violente qui s'abat contre les manifestants depuis le 15 mars.

A cet égard, envoyer les CRS aux collègues rassemblés pacifiquement devant le rectorat de Rouen et prétendre qu'ils essayaient d'enjamber les grilles du rectorat pour l'envahir est un procédé inédit d'intimidation dont nous ne pouvons imaginer que vous ayez fait cette demande au Préfet. Plus grave, une de nos collègues AESH a

eu le pouce arraché le jeudi 23 mars dans les rues de Rouen, alors qu'elle manifestait contre une réforme dont elle sera l'une des principales victimes. L'ensemble des organisations syndicales apporte son soutien à la collègue, condamne les violences commises par un pouvoir qui entend réprimer par la force une mobilisation populaire légitime. Nous terminerons par une citation appelant à briser le silence sur les violences policières: « L'attitude de déni en ce qui concerne les violences policières en France est tout à fait classique depuis longtemps. Il y aurait des violences policières aux Etats-Unis, en France, il n'y en a pas puisqu'on vous dit qu'il n'y en a pas et d'ailleurs nous sommes en République. » Si l'historien qui prononçait ces mots il y a quelques mois était aujourd'hui ministre de l'Education Nationale, il ne pourrait rester solidaire de ce gouvernement.